



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Claude EBEL  
Chargé d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 56 72 74  
Mél : [claude.ebel@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:claude.ebel@seine-et-marne.gouv.fr)

**Direction départementale  
des territoires**

Vaux-le-Pénit, le 16/05/2024

3F SEINE ET MARNE  
32 COURS SERRIS  
77700 SERRIS

**Réf. : 0100038010  
MISE : F664 2024/003**

**Objet :** Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement :  
Construction de 29 logements sur a commune de COURTRY  
**Accord sur dossier de déclaration**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant l'opération :

**Construction de 29 logements sur a commune de COURTRY**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 18 avril 2024, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Sous réserve de l'autorisation temporaire de rejet des eaux d'exhaure dans le réseau d'assainissement de la commune de Courtry.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de Courtry pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la CLE du SAGE Marne Confluence pour information. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne durant une période d'au moins six mois.

.../...

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental des territoires  
L'adjoint au Directeur



Laurent BEDU

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet Construction 29 logements COUNTRY sur la commune principale Courtry 77181.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 18/04/2024, présenté par 3F SEINE ET MARNE , enregistré sous le n° **DIOTA-240111-161051-871-024** et relatif à Construction 29 logements COUNTRY ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**3F SEINE ET MARNE**  
32 COURS SERRIS  
null  
77700 SERRIS

concernant :

**Construction 29 logements COUNTRY**

dont la réalisation est prévue à :

- Courtry 77181

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

**Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA**

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	2.000	2.000	D	Le présent dossier permettra la régularisation de deux (2) ouvrages piézométriques, ainsi que la déclaration d'un dispositif de rabattement de nappe par pointes filtrantes en phase chantier.
1.1.2.0	2	Prélèvement dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	22 050.000 m3	22 050.000 m3	D	En phase travaux, un rabattement de la nappe superficielle baignant les Colluvions Polygéniques, sera nécessaire. Le présent dossier permettra la déclaration d'un volume maximal de 22 050 m3, sur 6 mois de travaux de rabattement.

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18/06/2024** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant

dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-240111-161051-871-024**

**Le code postal du projet (commune principale) est : Courtry 77181**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

**Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

**Récapitulatif**

## Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)

### 2 - Déclarant(s)

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

### 3 - Localisation

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

### 5 - Documents

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

### 6 - Plans

Fichier supplémentaire : **CourrierATLASn230311\_Note-complementaire-DLE\_COUNTRY.pdf** - **fichier ajouté.**

## 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Construction 29 logements COURTRY**

Numéro d'AIOT : **0100038010**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

## 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **82461297200037**

Organisme : **ATLAS GEOTECHNIQUE**

Nom : **MERY DE BELLEGARDE**

Prénom : **SOPHIE**

Fonction : **INGENIEURE HYDROGEOLOGUE**

Adresse email : **s.mery-de-bellegarde@atlas-geotechnique.fr**

Téléphone fixe : + **33 184180083**

Téléphone portable : + **33 626339347**

Mandat (Pièce jointe) : **MANDATDEPOT.pdf**

### **Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **78482506900056**

Raison sociale : **3F SEINE ET MARNE**

Forme Juridique : **SA à conseil d'administration (s.a.i.)**

#### **Adresse en France**

**32 COURS SERRIS**

**77700 SERRIS**

#### **Signataire**

Nom : **NASSER**

Prénom : **Lydia**

Qualité : **Cheffe de Projet**

Téléphone fixe : + **00000 155261190**

Téléphone portable : + **00000 631059450**

Adresse email : **lydia.nasser@groupe3f.fr**

#### **Référent**

Nom : **MERY DE BELLEGARDE**

Prénom : **Sophie**

Fonction : **INGENIEURE HYDROGEOLOGUE**

Téléphone fixe : + **33 184180083**

Téléphone portable : + **33 626339347**

Adresse email : **s.mery-de-bellegarde@atlas-geotechnique.fr**

#### **Adresse email d'échange avec l'administration**

Adresse email : **s.mery-de-bellegarde@atlas-geotechnique.fr**

## **3 - Localisation**

**Adresse du projet**

Code postal et commune : **77181 Courtry**

Numéro et voie ou lieu dit : **32 Rue Charles Van Wyngene**

### Géolocalisation du projet

X : **670927**

Y : **6868597**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **fichier-modele-parcelles.csv**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Oui**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **Marne confluence**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	2.000	2.000	D	Le présent dossier permettra la régularisation de deux (2) ouvrages piézométriques, ainsi que la déclaration d'un dispositif de rabattement de nappe par pointes filtrantes en phase chantier.
1.1.2.0	2	Prélèvement dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	22 050.000 m3	22 050.000 m3	D	En phase travaux, un rabattement de la nappe superficielle baignant les Colluvions Polygéniques, sera nécessaire. Le présent dossier permettra la déclaration d'un volume maximal de 22 050 m3, sur 6 mois de travaux de rabattement.

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **RAPATLAS230311DLECOURTRYRESUMENONTECHNIQUE.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **RAPATLAS230311DLECOURTRYETUDEINCIDENCE.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **FICHENATURA2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **JUSTIFICATIFFONCIER.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **PLANS-COURTRY.pdf**

Fichier supplémentaire : **CourrierATLASn230311\_Note-complementaire-DLE\_COURTRY.pdf**



Précisions :